

## EX-YOUGOSLAVIE

Croates et Slovènes se sont déclarés indépendants le 26 juin 1991. C'est le début de la guerre civile yougoslave, pendant laquelle plusieurs conflits locaux menacent l'équilibre des Balkans.



Trois guerres ont déjà éclaté lorsque l'ONU dépêche ses premiers casques bleus en Croatie afin de maintenir la paix: la première se déroule entre les Slovènes et l'armée fédérale (yougoslave), la deuxième entre les Croates et cette dernière soutenue par des miliciens serbes locaux et la troisième oppose les musulmans de Bosnie aux miliciens serbes et croates puis à certaines factions musulmanes.

Le 21 février 1992, alors que les bilans font état de plusieurs dizaines de milliers de morts et de

plus d'un demi-million de personnes déplacées, l'ONU décide d'engager une vaste opération qui suppose d'instaurer un cessez-le-feu, d'établir un certain nombre de points de contrôle, de vérifier le retrait de l'armée fédérale, de désarmer les milices paramilitaires et d'apporter une aide alimentaire aux populations locales. L'autorisation est donnée de faire usage de la force pour protéger les convois humanitaires (résolutions 770 et 771 de l'ONU).

La Force de protection des Nations unies (FORPRONU), qui se déploie à partir d'avril 1992, compte 30000 hommes provenant de 30 nations différentes. Les Français en constituent le contingent le plus important.

### **1992: Krajina**

Placé sous les ordres du colonel Meille, chef de corps du 2° RIMa, le bataillon français, fort de 900 hommes (2° RIMa, 1° RIMa et RICM), est responsable du secteur sud de la FORPRONU.

Dans un premier temps, des actions de reconnaissance sont effectuées et les premiers contacts sont établis avec les Serbes et les Croates. Le bataillon, dont le PC est à Gracac en Croatie du sud, assure l'observation du cessez-le-feu par les belligérants, en liaison constante avec les observateurs de l'ONU et les états-majors serbe et croate. L'action du bataillon est complétée par des missions de déminage et de dépollution qui ont pour objectif d'assurer la sécurité de nos postes et de rétablir la sécurité des déplacements. Mais les missions principales demeurent la prise en compte de zones d'action particulièrement étendues et le désarmement des troupes paramilitaires.



Parallèlement aux activités strictement militaires, il s'agit de redonner confiance aux populations. Cet aspect apparaît comme l'un des plus importants pour mener à bien la

mission. Ainsi mis à l'épreuve, les marsouins déploient toutes leurs facultés d'adaptation et leur professionnalisme, démontrant que leur titre de « soldats de la paix » n'est en aucun cas usurpé. Sans eux, aucune résolution de l'ONU ne peut s'appliquer concrètement aux populations rencontrées.

### 1992-1996: Sarajevo



Les TDM sont de nouveau sollicitées à l'été 1992 pour fournir le noyau du premier FRENCHBAT (bataillon français) de Sarajevo, à partir du RICM renforcé de la 1<sup>o</sup> compagnie du 2<sup>o</sup> RIMa.

Plusieurs formations de la 6<sup>o</sup> DLB sont représentées au sein du bataillon de marche, fort de 850 hommes et placé aux ordres du colonel Tracqui, chef de corps du 21<sup>o</sup> RIMa. La compagnie de commandement formée par le « 21 » constitue le noyau central du BATINF 4, renforcé d'un escadron blindé du 11, Spahis et d'une compagnie d'appui du génie du 6<sup>o</sup> REG.

A son arrivée le 20 juillet, le bataillon reçoit pour mission de fournir une assistance militaire à l'UNHCR et aux organisations humanitaires, de faciliter l'évacuation des blessés, la protection et la sauvegarde de la population, ainsi que la cessation des hostilités et de participer à la préparation de la mise en place de zones de sécurité, tout en respectant une stricte neutralité.

En appliquant le système de l'ilotage (mode d'action du 21<sup>o</sup> RIMa pour l'opération Noroit au Rwanda), les contacts avec la population se multiplient et des relations de confiance s'établissent avec les autorités militaires, civiles et religieuses (essentiellement du côté bosniaque).

Outre l'escorte de convois logistiques et l'ouverture de routes, le bataillon se voit confier le contrôle d'une zone d'exclusion de 300 km<sup>2</sup> (les Monts Igman) sur laquelle il doit maintenir un statu quo de zone démilitarisée. En 4 mois, le bataillon a eu 14 blessés dont 6 très grièvement, et il faut toute la rigueur et la détermination des marsouins pour éviter les pertes humaines. Les résultats se révèlent largement positifs. En effet, l'intensité des combats diminue de façon notable dans la zone d'action du bataillon et des milliers de vies sont ainsi sauvées.



Fournis par la 9<sup>o</sup> Division d'infanterie de marine, plusieurs régiments TDM participent à la formation du bataillon qui prend la relève du 21<sup>o</sup> RIMa à partir de janvier 1994. Le noyau du nouveau bataillon est constitué par le 3<sup>o</sup> RIMa. Le RICM fournit un escadron blindé et le 6<sup>o</sup> RGDIMa une compagnie. Le bataillon médical de la 9<sup>o</sup> DIMa renforce l'unité de commandement et de soutien du 3<sup>o</sup> RIMa. Placée sous les ordres du lieutenant-colonel Monfort, chef de corps du 3<sup>o</sup> RIMa, la formation représente une force de 850 hommes.



La date du 10 février 1994 marque l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le plus long de l'histoire de la guerre de Sarajevo. C'est aussi à cette date que l'action des casques bleus déployés dans la ville change de nature. D'un rôle purement humanitaire, il évolue vers celui plus militaire de force d'interposition et de « facteur de paix ». Profitant de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, l'initiative est prise pour s'imposer sur la ligne de confrontation et mettre sous contrôle l'armement lourd serbe et bosniaque, conformément aux termes des accords signés le 9 février.

Dans ce cadre, l'action du BATINF 4 a été déterminante : déployé dans les quartiers les plus touchés par les combats, il a favorisé les activités humanitaires, mené des actions d'intérêt général et fait baisser la tension dans sa zone.

De juillet 1994 à janvier 1995, le 8e RPIMa constitue l'ossature du BATINF 4, implanté à la Skanderija, au coeur de la ville. Lors des 6 mois de mandat, le bataillon déplore 12 victimes de tireurs isolés, dont l'une paie de sa vie son engagement au service de la paix. Simultanément, le 1°RIMa, renforcé par la 3° compagnie du capitaine Siméoni du 2°RIMa, arme le BATINF 5, responsable de la zone d'émilitarisée des monts Igman.

De mars à juillet 1995, Sarajevo se trouve sous le contrôle de la Coloniale. Le 3° mandat du BATINF 5 est assuré par le « bataillon de marche Leclerc », armé pour un tiers de marsouins du RMT. Le 2°RIMa du colonel Thonier constitue l'ossature du BATINF 2, qui protège l'aéroport et ses abords. Quant au BATINF 4, le 5° mandat incombe à des unités du RICM et du 3°RIMa. C'est à cette époque que les événements s'accroissent en Bosnie.

### La prise du pont de Vrbanja



Cette action menée par le BATINF 4 le 27 mai 1995 eut un retentissement et une valeur symbolique qui doivent autant à l'environnement et aux circonstances politiques du moment qu'à son succès tactique.

Situé à l'angle nord-est de l'enclave de Gorbavica (le quartier serbe de Sarajevo qui entaille le coeur de la ville d'une large encoche), ce pont a été le lieu d'affrontements, parmi les plus violents qu'ait connus la capitale bosniaque depuis le début de la crise yougoslave. Sur la rive nord de la rivière Miliacka se trouvent en effet la présidence et les principaux bâtiments publics de la ville tenus par les Serbes. A l'extrémité sud du pont, le poste de l'ONU est dominé par des hauts immeubles de sept à huit étages. C'est un véritable bunker de sacs de sable et de bastions qui compte deux postes d'observations (est-ouest) reliés par une zone vitée le faisant ressembler aux tranchées de 1914-1918. De tous nos postes, il est le plus étroitement imbriqué entre les positions serbes et bosniaques. Sur le côté sud du poste s'élève un gros immeuble cubique baptisé « Union Invest », tenu par les Bosniaques. Ils y accèdent par une série de tranchées et un fossé d'écoulement des eaux qui borde la route. Au bord de ce fossé, un réseau de concertina permet d'étendre le périmètre de sûreté du poste ONU. A trente mètres à l'ouest et au sud-ouest du poste, deux immeubles baptisés « Prisunic » et « Central » sont tenus par les Serbes.

Or le 25 mai, une frappe aérienne sur le dépôt de munitions de Pale amène les Serbes à durcir leur attitude. S'infiltrant de nuit dans les positions tenues par les forces de l'ONU et revêtus d'uniformes de la FORPRONU, ils se sont emparés de plusieurs postes alliés

prenant leurs occupants en otages. C'est cette mésaventure que constate le 27 mai à 5 h 00 le capitaine Lecointre commandant la 11<sup>e</sup> compagnie du 3<sup>e</sup> RIMA, en s'apercevant que le poste est occupé par les Serbes.

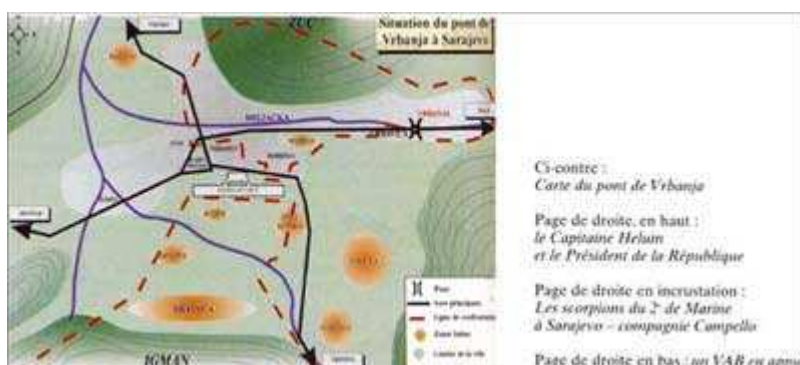


La reconquête du poste est aussitôt décidée et approuvée par le commandement. Elle prévoit l'infiltration par le Sud d'un élément d'infanterie jusqu'à sa base d'assaut puis, après mise en place d'éléments d'appui Sagaie (3<sup>e</sup> escadron) et VAB canon de 20 mm (4<sup>e</sup> compagnie), la prise de contrôle du poste par cet élément. Tout le succès de l'opération repose donc sur une

coordination fine, ainsi que sur la discrétion et la rapidité de mise en place du dispositif du bataillon, qui seules peuvent assurer l'effet de surprise indispensable.

C'est à la section du lieutenant Héluin « des Forbans du 3 » (surnom de la compagnie) qu'échoit la mission principale. Elle a été relevée la veille, précisément sur le site de Vrbanja, où elle venait de passer dix jours et qu'elle connaît parfaitement. L'assaut devra être simultané sur les trois éléments du site : poste est, zone vie, poste ouest. L'opération commence à 8 h 00 et à 8 h 45 le capitaine Lecointre donne le signal de l'assaut.

Le groupe du sergent Le Couric bondit hors de la tranchée, mais son élan est entravé par le réseau de barbelés. Les hommes sont aussitôt cloués au sol sous les feux croisés des Serbes qui occupent les immeubles Prisunic et Central et qui défendent le site. Cinq « Forbans » sont blessés dont trois gravement (caporaux-chefs Dannat et Colnatonio, et marsouin Maudoiht).



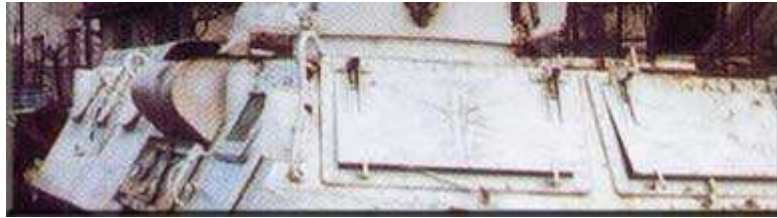
Immédiatement, le colonel Sandahl (placé à 150 mètres à l'est) déclenche et coordonne les tirs d'appui du peloton du lieutenant Mizon et de la section VAB C20 de l'adjudant-chef Hasnier.

Le lieutenant Héluin s'élance alors à l'intérieur du site, s'empare du poste Est et du réduit, où il est blessé, perdant connaissance. Simultanément le marsouin Humblot, en appui au C20 mm est tué.

Le capitaine Lecointre prend aussitôt la place de son lieutenant et poursuit l'action vers le poste Ouest qui est pris à son tour au prix de nouveaux



blessés après un intermède au cours duquel les Serbes poussent devant eux des marsouins en otages : sur proposition du



commandant d'unité, le colonel Sandhal donne ordre de cesser l'assaut et de proposer un échange de prisonniers. L'assaut se termine à 9 h 08, il a duré 23 minutes. Le marsouin Amaru qui, depuis le poste du cimetière juif, appuyait à la 12.7, a été tué d'une balle en pleine tête.

Avec son interprète, le colonel Sandahl prend alors les négociations à sa charge puis, très vite, fait relever la section Héluin par la section Provendier de la 3e compagnie du capitaine Labuze, qui a également rejoint le site.

Le succès était total mais son bilan était lourd, 2 marsouins tués et 17 blessés dont 3 grièvement. Mais dans cette aventure l'armée française avait été la seule à refuser l'humiliation faite à ses soldats et à recouvrer sa dignité bafouée par l'adversaire.

Les TDM continuent par la suite à honorer les mandats successifs au sein de la Force de stabilisation mise en place à la suite des accords de Dayton (IFOR jusqu'à l'été 1996, puis SFOR). Chaque mandat verse à son tour le prix du sang. L'opération Salamandre, destinée à armer la Division multinationale sud-est en Bosnie, dure encore en 2002.